

**Eléments d'intervention de Pierre MAUROY**

**LES CONSEQUENCES ECONOMIQUES  
DE LA CRISE DU GOLFE**

**La Garde-Freinet**

**30 Août 1990**

La crise que nous traversons, nous le savons tous a, à la fois, des causes et des conséquences économiques.

Depuis longtemps déjà, des approches stratégiques différentes, voire concurrentes, opposaient les pays de l'OPEP.

D'un côté, des pays généralement petits et disposant de réserves considérables craignaient des prix trop élevés qui auraient suscité une réorientation vers d'autres sources d'énergie. Tel était notamment le cas du Koweït et des Emirats.

D'un autre côté, d'autres pays dont les réserves étaient moindres, et les besoins immédiats plus importants, souhaitaient un pétrole au prix plus élevé. Tel était le cas de l'Irak.

Depuis deux ans, de surcroît, une surproduction continue et délibérée installait durablement le pétrole au-dessous de ce que l'OPEP s'était fixé comme objectif.

Tout était donc réuni pour que les ressentiments et les revendications mènent à la crise.

Or, et c'est là le paradoxe , moins d'une semaine avant que la crise n'éclate sur le terrain politique, diplomatique et militaire, avec l'invasion puis l'annexion du Koweït, un règlement avait pu être trouvé sur le terrain économique. Cela n'a pas empêché l'agression que l'on sait.

La situation de fait à laquelle elle a abouti, c'est-à-dire la maîtrise par l'Irak de 20% de la production de l'OPEP, a entraîné une forte incertitude, un risque de guerre, et partant, la menace d'un troisième choc pétrolier.

Elle a déjà eu des conséquences sérieuses, avec une hausse importante du prix du pétrole, et une chute rapide des places financières, notamment de la Bourse de Paris.

Les craintes de récession d'une part, l'imminence de la présentation du Budget d'autre part, ont conduit le Gouvernement à réagir.

Les socialistes ne sauraient bien entendu, rester à l'écart de ce débat. Un débat qui se résume en définitive en une seule question : comment faut-il réagir, quelles conséquences faut-il tirer sur le plan économique, de cette crise ?

#### Toute la discipline nécessaire.

Ici ou là, des hypothèses se multiplient, des propositions fleurissent, des discussions s'amorcent, des groupes d'experts se constituent.

J'entends certains parler d'austérité, d'autres de rigueur. Je

parlerai pour ma part de discipline, et il est bien clair que les socialistes accepteront toute la discipline nécessaire.

Il est bien clair aussi qu'il n'est pas question d'engager je ne sais quelle guerilla contre ce gouvernement qui est le nôtre. L'unité des socialistes, la convergence de leurs analyses, leur solidarité à l'égard du Président de la République, au-delà de sensibilités parfois différentes, ont marqué ces dernières semaines. Ils doivent aujourd'hui, par le dialogue, poursuivre dans cette voie.

Il est bien clair enfin qu'il ne saurait être question non plus de mettre en cause les succès de la politique menée depuis 1982-83 au moment où celle-ci porte ses fruits.

Dès lors, il est essentiel de cerner les risques qui menacent. A l'évidence, le premier concerne l'inflation. Dans une conjoncture mondiale déjà marquée par des tensions inflationnistes, la France a su, relativement mieux que ses partenaires, faire face. Il faut rester vigilants.

Le second concerne l'investissement. Là aussi, la France rattrape depuis plusieurs années son retard. Face aux incertitudes et aux risques que la crise comporte, il lui faut sans doute soutenir par des mesures sélectives l'investissement.

Notre engagement militaire dans le Golfe peut bien entendu, avoir des incidences budgétaires. Il faudra redéployer des dépenses pour trouver les fonds correspondants.

Le renchérissement du prix du pétrole va, quant à lui, avoir

des incidences économiques. Il faudra, s'y adapter et très rapidement envoyer des signaux clairs à l'opinion et aux agents économiques.

En un mot, que l'on ne compte pas sur les socialistes pour gâcher les efforts consentis par tous, et notamment par les plus défavorisés, pendant les années 80.

Nous sommes fermes dans la crise du Golfe. Nous assumons les conséquences. Mais que l'on ne compte pas non plus sur nous pour laisser une droite, à la volonté parfois plus fluctuante dans le Golfe, se faire, par le plus grand des paradoxes, le héraut de la fermeté économique.

x                      x  
x

En effet, si nous acceptons toute la discipline nécessaire, nous n'accepterons que la discipline nécessaire .

Et nous ne céderons ni à l'affolement ni à la précipitation.

Céder à l'affolement ? Il n' y a nulle raison objective à cela. La situation d'aujourd'hui ne peut être comparée avec celle des deux premiers chocs pétroliers.

J'ajoute que d'ores et déjà les marchés enregistrent une baisse sensible du prix du pétrole et que les décisions adoptées hier et aujourd'hui par l'OPEP permettent d'écarter tout risque de pénurie.

J'ajoute aussi que jamais les stocks de pétrole n'ont été

aussi importants puisque l'on aboutit même à cette situation extraordinaire où des pétroliers sont transformés en réservoirs ambulants !

J'ajoute enfin et surtout que la France est dans une dépendance moindre qu'en 1974 ou même qu'en 1980. La diversification des sources d'approvisionnement, le choix nucléaire, les économies d'énergie développées par mon gouvernement, ont très sensiblement modifié la situation.

Ainsi, il ne faut pas céder à l'affolement. Il ne faut pas davantage tomber dans la précipitation.

Les différentes hypothèses économiques restent très aléatoires.

Le groupe d'experts que préside M. STOLERU vient d'être mis en place par le Premier Ministre et ne rendra ses conclusions qu'à la fin du mois. Dès la séance d'ouverture, le Ministre a d'ailleurs affirmé qu'il n'y avait "pas lieu de dramatiser".

Ne modifions par conséquent pas au-delà de ce qui est indispensable le budget tel qu'il avait été discuté cet été, lors des séances de travail réunissant le Groupe et le Gouvernement.

x            x  
                 x

Il nous reste plusieurs mois avant le vote du Budget.



Sachons donc raison garder. Il serait en effet absurde de prendre trop rapidement des mesures inutiles ou inadaptées. J'ajoute, mes chers camarades, qu'il serait impensable pour nous, socialistes, que cette discipline ne soit pas justement répartie.

Le président du CNPF a réclamé un plan de rigueur - sans même l'assortir de propositions concrètes - avec une hâte stupéfiante.

J'écoute toujours avec attention Monsieur Périgot. Mais il n'y a pas que lui qui s'exprime. Les dirigeants syndicaux eux-aussi se sont exprimés et j'ai le devoir de les écouter.

En définitive, ce dont nous avons besoin, c'est de moins de précipitation dans les réactions, et de davantage d'imagination dans les propositions !

Mes chers camarades, le coût de l'heure travaillée est supérieur de plus de 15% en Allemagne à celui que nous connaissons en France. Cela n'empêche pas l'Allemagne d'être la puissance économique que l'on sait.

Ne cédon pas aux exhortations intéressées de ceux qui voudraient faire subir le poids de la crise aux seuls salariés.

Notre volonté de solidarité, de justice et de transformation sociale doit être inlassable, inaltérable et inexpugnable !

Prenons l'exemple de la contribution sociale généralisée aujourd'hui d'actualité.

La réforme préparée par le Gouvernement est nécessaire. Elle renforce la pérennité et la solidité de notre système de protection sociale. Elle opère une redistribution en faveur des bas et moyens revenus. Elle fait participer les revenus du travail, mais aussi les revenus du capital. C'est donc une bonne réforme ! Faisons-la !

Elle est encore imprécise dans ses modalités ? Eh bien discutons-en !

Elle ne doit pas occulter la nécessité d'une réforme de fond et d'une maîtrise des dépenses ? Sans doute, mais ne nous dérobons pas au moment de sauter l'obstacle !